

Reprise : Ghosn voit le bout du tunnel en 2014.
Et le blocage des salaires jusqu'en 2016 !

l'étincelle

TECHNOCENTRE

Renault

Guyancourt

www.etincelle-technocentre.com - pour la construction d'un parti des  travailleurs communiste révolutionnaire - mardi 17 septembre 2013

Ils nous imposent ? Imposons nos revendications !

Au moment où chacun reçoit sa feuille d'impôt, et où certains constatent que si leur salaire n'a pas bougé, leur impôt sur le revenu, lui, a augmenté de 100 ou 200 euros, voire plus, Hollande a tenté, dimanche soir sur TF1, de faire avaler la pilule en annonçant qu'il devrait s'en arrêter là. Enfin, pas tout à fait...

Il reconnaît avoir augmenté de 30 milliards d'euros les impôts et taxes payés par les ménages, qui s'ajoutent aux 30 milliards déjà mis en place par Sarkozy. Et la « pause » qu'il a annoncée est toute relative. La nouvelle réforme des retraites prévoit une batterie de cotisations et taxes supplémentaires pour les salariés et les retraités. Au 1^{er} janvier 2014, la TVA va encore augmenter de 19,6 % à 20 % : 6 milliards d'euros de plus prélevés principalement dans la poche des travailleurs.

Mais, explique Hollande, il aurait pu faire pire, puisque Sarkozy avait prévu une TVA à 21,2 % !

Attaques contre les travailleurs

Alors que salaires et retraites sont loin de suivre l'inflation, le gel du barème de l'impôt a augmenté de 940 000 le nombre de foyers à faibles revenus qui sont devenus imposables et redevables de la taxe d'habitation.

À cela s'ajoutent d'autres mesures : abaissement du quotient familial, suppression de la réduction d'impôt pour frais de scolarité, etc.

La seule des mesures fiscales de son prédécesseur qu'Hollande ait abrogée est la défiscalisation des heures supplémentaires. Certes, cette défiscalisation n'avait pour but que d'aider les patrons à faire travailler leurs salariés plus longtemps, plutôt que d'embaucher et d'augmenter les salaires. Mais sa suppression n'a fait qu'accroître l'impôt pour ceux qui en étaient à boucler leurs fins de mois à coup d'heures supplémentaires.

Cadeaux fiscaux aux patrons

Vis-à-vis du patronat, c'est exactement le contraire. On envisage de baisser de 33 % à 30 %

l'impôt sur les bénéfices des sociétés. Pourtant les grosses entreprises sont déjà loin de payer tout cet impôt puisque les plus grosses, celles du Cac 40, ne payent en moyenne que 8 % d'impôts sur les bénéfices grâce aux combines d'« optimisation fiscale » tout à fait légales. Sans parler d'Orange, dont on a appris récemment qu'il n'avait payé aucun impôt sur les sociétés entre 2000 et 2010 !

Pour ces sociétés, même « l'évasion fiscale » n'est pas de la fraude : c'est en toute légalité qu'elles peuvent « domicilier » leurs bénéfices où bon leur semble pour ne rien payer.

Le faux prétexte des déficits publics

Le gouvernement se justifie de faire les poches des travailleurs au nom du déficit public à combler.

Mais les impôts et taxes supplémentaires ne vont pas servir à financer les hôpitaux, les retraites, la sécurité sociale, à embaucher des enseignants pour décharger les classes saturées ou encore à financer l'aide sociale. Au contraire, on continue les coupes sur les budgets publics : 15 milliards de dépenses en moins prévues, dont près de la moitié en réduction de crédits pour les services sociaux.

Un exemple des plus choquants vient d'être livré à Clermont-Ferrand où 352 sans domicile, dont 150 enfants, ont été mis à la rue du jour au lendemain parce que le financement public de l'association qui payait leur hébergement a été coupé.

À qui vont donc servir ces hausses d'impôts ?

La hausse de la TVA doit compenser en partie les 20 milliards de « crédits d'impôt pour la compétitivité et l'emploi » offerts aux patrons. Alors que le patronat y gagne déjà par le gel des salaires et les suppressions d'emplois, traduction de cette « compétitivité » que Hollande souhaite promouvoir dans les entreprises en imposant des sacrifices supplémentaires aux salariés.

Face à ces attaques contre notre niveau de vie, il va falloir que nous imposions nos revendications !

Prévisions à géométrie variable

Au Salon de l'Automobile de Francfort, Ghosn a déclaré que 2014 « sera une année record pour l'automobile » et que le marché automobile européen devrait « voir le bout du tunnel ». Le même Ghosn déclarait pourtant en janvier 2013 que les ventes de voitures en Europe ne progresseraient pas au cours des 3 ou 4 prochaines années. L'agence Fitch, et son président membre du conseil d'administration de Renault, prévoyait même ce rebond en... 2020 ! Mais on était en pleine négociation sur l'accord compétitivité, et il s'agissait alors de préparer les salariés à accepter de nouveaux sacrifices.

Diviser pour mieux régner

Le poste qu'occupait Tavares est désormais scindé en deux. De quoi réduire le pouvoir d'un Tavares-bis qui voudrait prendre la place de l'omni-président.

Un tout petit monde

Thierry Bolloré profite donc du limogeage de Tavares en montant d'un grade. Une promotion rapide. Arrivé seulement en 2012 chez Renault, Bolloré a su auparavant démontrer auprès de la famille Michelin, où il avait déjà côtoyé Ghosn, et chez Faurecia son zèle à servir les gros actionnaires. C'est tout ce que lui demandent ceux de Renault.

D-Hay-magogique

L'enquête Hay Salariés Groupe Renault est de retour. Son objectif serait de « mesurer le plus objectivement possible la qualité perçue du management ainsi que le niveau d'engagement des salariés » afin « cibler les pistes de progrès pour l'avenir. » Comprendre : un meilleur management pour mieux redescendre la politique de la direction, et des salariés plus engagés derrière cette politique.

Quant à dégager des « pistes de progrès » pour augmenter les salaires, les emplois et améliorer les conditions de travail, ce n'est pas le but de l'enquête.

Les apprentis ne sont pas ceux qu'on croit

Les apprentis arrivés au TCR le 2 septembre ont eu droit à un drôle d'accueil : pas de badge autre que visiteur, ni d'ordinateur, ni d'adresse mail... En cause : des retards dus à la délocalisation hâtive en Roumanie de la gestion des IPN des apprentis. C'est la direction qui joue les apprentis sorciers.

Opération Portes Ouvertes

Un nouveau Forum Emploi aura lieu au TCR cette semaine, histoire de maintenir la pression pour inciter les salariés à aller voir ailleurs. A Guyancourt, plusieurs centaines de salariés sont déjà partis en Dispense d'Activité, en retraite ou dans le cadre de la GPEC depuis janvier 2013, et sans être remplacés.

Ça va être dur d'avoir des salariés « engagés » tout en voulant les faire « dégager » ?!

Les rabatteurs

Des managers Renault demandent le CV de certains salariés Vestalia et les envoient vers les sociétés qui reprennent des activités perdues par Vestalia en 2014 (maintenance...). Mais si Renault devait se mêler de ce transfert, ce serait en faisant respecter la loi qui veut que tous les salariés Vestalia soient repris.

Les petites rivières...

Des salariés du TCR ont constaté avec surprise que des heures de congés avaient disparu durant le transfert en juillet de leur Capital Temps Individuel (CTI) vers leur Compte Transitoire (CT). Et pour cause : les congés qui pesaient 7h28 par jour dans le CTI, n'en valent plus que 7h21 basculés dans le CT (nouveaux horaires des ETAM et APR en normale). Soit une perte de 7 mn par jour. Question : à combien se monte l'économie totale pour la direction ?

Quand Renault s'attaque au capital

Congés fin de carrière, UPA, congés détente, etc. : de nombreux congés seront désormais perdus s'ils ne sont pas pris au fil de l'eau. C'est une des dispositions de l'accord de compétitivité de mars dernier qui touche aux règles relatives aux congés et à la capitalisation. Ainsi le Capital Temps Individuel (CTI) est maintenant plafonné. A chaque 31 décembre, le CTI sera « écrêté » : les jours non pris au-delà de 15 jours seront perdus. Et le plafond passera à 10 jours en 2017. Du vol, pur et simple.

A Cléon, une expertise qui dérange

A Renault Cléon, des élus CGT ont fait voter une expertise sur l'impact qu'aurait l'augmentation des horaires (en application de l'accord compétitivité). Le rapport des experts est accablant : fatigue accrue, risques psychosociaux, charge de travail (700 postes supprimés à Cléon suite aux départs en retraite non remplacés) rendant difficile la prise des congés...

La direction a assigné en justice les élus, les accusant de bloquer les nouveaux horaires et de mettre en péril l'usine. Un odieux chantage.

PSA : les débrayages font reculer la direction

En réaction au projet d'accord de compétitivité de PSA, des débrayages se sont multipliés la semaine dernière dans le groupe : Valenciennes, Aulnay, Poissy, chaînes à l'arrêt à Mulhouse et Vesoul... A Sochaux, le directeur s'est fait huer devant 4000 salariés lors d'un show sur la 308.

Du coup, la direction a renoncé à baisser la majoration des heures de nuit et à supprimer une prime de rentrée. Mais elle maintient le gel des salaires jusqu'en 2016, la fin de la majoration des samedis travaillés, les mutations forcées, etc. La mobilisation pourrait s'amplifier mercredi, lors d'une journée d'action nationale.